

Numéro 38 - 17 mars 2016

Éditorial de Granma

La visite à Cuba du président Barack Obama



Réouverture de l'ambassade cubaine à Washington le 20 juillet 2015

Le président des États-Unis d'Amérique, Barack Obama, effectuera une visite officielle à Cuba les 20 et 22 mars prochains.

Il sera le deuxième chef d'État nord-américain à fouler le sol de notre archipel depuis la visite de Calvin Coolidge, venu à La Havane en janvier 1928 à bord d'un bâtiment de guerre pour assister à la 6e Conférence panaméricaine, organisée sous les auspices d'un personnage cubain tristement célèbre : Gerardo Machado. Ce sera la première fois qu'un président des États-Unis se rend dans une Cuba maîtresse de sa souveraineté et avec une Révolution au pouvoir, conduite par ses dirigeants historiques.

Cet événement s'inscrit dans le cadre du processus entamé le 17 décembre 2014, lorsque le président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, le général d'armée Raul Castro Ruz, et le président Barack Obama, ont annoncé simultanément la décision de rétablir les relations diplomatiques, interrompues par les États-Unis près de 54 ans plus tôt. Il s'insère dans le complexe processus de normalisation des liens bilatéraux, à peine commencé et qui a avancé sur

le seul terrain possible et juste : le respect, l'égalité, la réciprocité et la reconnaissance de la légitimité de notre gouvernement.



Si nous vivons aujourd'hui ce moment, c'est d'abord et avant tout grâce à la résistance héroïque du peuple cubain et à sa loyauté aux principes, à la défense de l'indépendance et de la souveraineté nationales. De telles valeurs, qui ont été non négociables pendant plus de 50 ans, ont amené l'actuel gouvernement des États-Unis à admettre les dommages sévères infligés à notre population et à reconnaître l'échec de sa politique ouvertement hostile envers la Révolution. Ni la force, ni la coercition économique, ni l'isolement ne sont parvenus à imposer à Cuba une condition contraire à ses

aspirations forgées en près d'un siècle et demi de luttes héroïques.

L'actuel processus avec les États-Unis a également été possible grâce à l'inébranlable solidarité internationale, notamment à celle des gouvernements et des peuples latino-américains et caribéens, qui ont placé les États-Unis dans une situation d'isolement insoutenable. « Tel l'argent aux racines des Andes »— comme le signalait notre Héros national José Martí dans son essai Notre Amérique — l'Amérique latine et les Caraïbes, avançant en carré serré, ont exigé le changement de politique vis-à-vis de Cuba. Cette revendication régionale s'est manifestée sans équivoque aux Sommets des Amériques de Port d'Espagne, à Trinité-et-Tobago, en 2009, et de Caracas, en 2012, lorsque tous les pays de la région ont exigé à l'unanimité et catégoriquement la levée du blocus et la participation de notre pays au 7e Sommet continental de Panama, en 2015, auquel une délégation cubaine conduite par Raul a assisté pour la première fois.

Depuis les annonces de décembre 2014, Cuba et les États-Unis ont franchi plusieurs étapes en vue d'une amélioration du contexte bilatéral.

Le 20 juillet 2015, les relations diplomatiques ont été rétablies officiellement, avec l'engagement de les développer sur la base du respect, de la coopération et de l'observance des principes du Droit international.

Les présidents de nos pays se sont rencontrés à deux reprises, et il y a eu en outre des échanges de visites de ministres et d'autres contacts de fonctionnaires de haut niveau. La coopération dans de multiples domaines d'intérêt mutuel avance, et des espaces de discussion s'ouvrent, permettant un dialogue sur des questions d'intérêt bilatéral et multilatéral, y compris sur celles pour lesquelles nous avons une conception différente.

Le chef d'État nord-américain sera le bienvenu pour le gouvernement de Cuba et son peuple, qui le recevra avec l'hospitalité qui le caractérise, et il sera traité avec tout le respect et la considération qui lui sont dus en sa qualité de chef d'État.

Ce sera une occasion pour le président des États-Unis d'apprécier directement une nation absorbée dans son développement économique et social, dans son travail pour améliorer le bien-être de ses citoyens. Ce peuple jouit de droits et peut afficher des acquis qui constituent une chimère pour beaucoup de pays du monde, en dépit des limitations découlant de son double statut de pays soumis à un blocus et sous-développé, ce qui lui a valu une reconnaissance et un respect à l'échelle internationale.

Des personnalités de classe mondiale comme le Pape François et le Patriarche Cyrille ont décrit cette Île, dans leur déclaration commune, émise à La Havane en février, comme « un symbole d'espoir pour le Nouveau monde ». Le président français, François Hollande, a affirmé récemment que « Cuba est respectée et écoutée dans toute l'Amérique latine », et il a fait l'éloge de sa capacité de résistance face aux épreuves les plus dures. Le leader sud-africain Nelson Mandela a toujours eu pour Cuba des mots de profonde gratitude : « En Afrique— signalait-il à Matanzas en juillet 1991 — nous sommes habitués à être victimes de pays qui veulent dépecer notre territoire ou saper notre souveraineté. Il n'y a pas de précédent dans l'histoire de l'Afrique d'un autre peuple (comme le peuple cubain) qui se soit porté à notre secours, sans rien réclamer en échange ».

Obama trouvera un pays qui contribue activement à la paix et à la stabilité régionale et mondiale, et qui n'offre pas ce qu'il a en trop mais partage avec d'autres peuples ses modestes ressources, en faisant de la solidarité un élément essentiel de sa raison d'être, et du bien-être de l'humanité, comme nous l'a enseigné Martí, l'un des piliers de sa politique internationale.

Ce sera aussi pour lui l'occasion de connaître un peuple noble, amical et digne, doté d'un sens élevé du patriotisme et de l'unité nationale, un peuple qui a lutté pour un avenir meilleur malgré toutes les adversités qu'il a dû affronter. Le président des États-Unis sera reçu par un peuple révolutionnaire, doté d'une profonde culture politique qui est le fruit d'une longue tradition de lutte pour sa véritable indépendance, d'abord contre le colonialisme espagnol, et ensuite contre la domination impérialiste des États-Unis ; une lutte dans laquelle ses meilleurs enfants ont versé leur sang et assumé tous les risques. Un peuple qui jamais n'abdiquera dans la défense de ses principes et de la grande oeuvre de sa Révolution qui suit sans hésitation l'exemple de Carlos Manuel de Céspedes, José Martí, Antonio Maceo, Julio Antonio Mella, Rubén Martínez Villena, Antonio Guiteras et Ernesto Che Guevara, parmi beaucoup d'autres.



C'est aussi un peuple uni par des liens historiques, culturels et affectifs avec le peuple des États-Unis, dont la figure paradigmatique, l'écrivain Ernest Hemingway, reçut le Prix Nobel de littérature pour un roman dont l'histoire se passe à Cuba. Un peuple qui n'a que du respect et de la gratitude pour les enfants des États-Unis qui, comme Thomas Jordan [1], Henry Reeve, Winchester Osgood [2] et Frederick Funston [3] ont combattu dans les rangs de notre Armée de libération dans les guerres pour conquérir notre indépendance de l'Espagne ; et pour ceux qui à une époque plus récente se sont opposés aux agressions contre Cuba, ont bravé le blocus, comme le Révérend Lucius Walker, pour apporter de l'aide solidaire à notre peuple et ont appuyé le retour à la Patrie de l'enfant Elian Gonzalez et de nos Cinq Héros. José Martí nous a appris à admirer la patrie de Lincoln et à détester Cutting [4].

Il est bon de rappeler les propos du leader historique de la Révolution cubaine, le Commandant en chef Fidel Castro, le 11 septembre 2001, lorsqu'il affirmait : « Aujourd'hui est un jour tragique pour les États-Unis. Vous savez parfaitement qu'ici nous n'avons jamais semé la haine contre le peuple nord-américain. C'est peut-être précisément par sa culture et par son manque de

complexes que Cuba se sent entièrement libre, une patrie sans maîtres, le pays où l'on traite avec le plus de respect les citoyens nord-américains. Nous n'avons jamais prêché aucune sorte de haine nationale, ni rien de semblable au fanatisme, c'est pour cela que nous sommes si forts, car notre conduite est fondée sur des principes et des idées, et nous traitons avec grand respect -- et ils s'en rendent compte- tous les citoyens nord-américains qui visitent notre pays ».

C'est un peuple qui accueillera le président Barack Obama fier de son histoire, de ses racines, de sa culture nationale, et convaincu qu'un avenir meilleur est possible. Une nation qui assume avec sérénité et détermination l'étape actuelle dans ses relations avec les États-Unis, qui reconnaît les opportunités et aussi les problèmes non résolus entre les deux pays.

La visite du président des États-Unis sera un pas important dans le processus vers la normalisation des relations bilatérales. Rappelons qu'Obama, comme l'avait fait James Carter auparavant, s'est proposé, dans l'exercice de ses facultés présidentielles, d'oeuvrer en faveur de la normalisation des liens avec Cuba et, en conséquence, il a mené des actions concrètes dans ce sens.

Cependant, il reste encore un chemin long et complexe à parcourir pour parvenir à une normalisation ; un chemin qui exigera la solution de questions clés qui se sont accumulées pendant plus de 50 ans et qui ont aggravé le caractère confrontational des rapports entre les deux pays. De tels problèmes ne peuvent pas être résolus du jour au lendemain, ni par le biais d'une visite présidentielle.

Pour normaliser les relations avec les États-Unis, il sera impératif de lever le blocus économique, commercial et financier, qui entraîne des privations au peuple cubain et qui constitue le principal obstacle au développement de l'économie de notre pays.



On doit reconnaître la position réitérée du président Barack Obama, selon laquelle le blocus doit être éliminé, ainsi que ses appels au Congrès en faveur de sa levée. Ceci est aussi une demande majoritaire et croissante de l'opinion publique étasunienne, et quasi-unanime de la communauté internationale qui, à 24 reprises consécutives, a adopté à l'Assemblée générale des Nations Unies la résolution cubaine « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier exercé par les États-Unis d'Amérique contre Cuba ».

Le chef d'État nord-américain a adopté des mesures visant à modifier l'application de certains aspects du blocus, que nous considérons comme positives. De hauts fonctionnaires du gouvernement ont déclaré que d'autres mesures sont à l'étude. Cependant, il n'a pas été possible de mettre en oeuvre une bonne partie de ces mesures, en raison de leur portée limitée, de la persistance d'autres dispositions et des effets intimidants du blocus dans son ensemble, qui a été sévèrement appliqué durant plus de 50 ans.

Il est paradoxal que, d'un côté, le gouvernement adopte des mesures et, de l'autre, intensifie les sanctions contre Cuba, des sanctions qui affectent la vie quotidienne de notre peuple.

La réalité continue de montrer que le blocus est toujours en vigueur et qu'il est appliqué avec

rigueur et avec un caractère extraterritorial marqué qui exerce des effets dissuasifs sur les entreprises et les banques des États-Unis et d'autres pays. Citons à titre d'exemple les amendes exorbitantes qui continuent d'être infligées aux compagnies et aux entités bancaires étasuniennes et d'autres pays pour avoir fait des affaires avec Cuba ; le refus de services et la cessation des opérations financières de banques internationales avec notre pays ; et le gel de transferts légitimes de fonds vers et depuis Cuba, y compris dans des monnaies différentes du dollar US.

Le peuple cubain espère que la visite du chef d'État nord-américain consolidera sa volonté de s'engager activement dans un débat à fond avec le Congrès en vue de la levée du blocus, et qu'entre-temps il continuera d'user de ses prérogatives exécutives pour modifier autant que possible son application, sans nécessité d'une action législative.

D'autres questions portant atteinte à la souveraineté cubaine devront également être résolues pour pouvoir atteindre des relations normales entre les deux pays. Le territoire occupé par la Base navale des États-Unis à Guantanamo contre la volonté de notre gouvernement et de notre peuple, doit être restitué à Cuba, conformément à la volonté unanime des Cubains depuis plus de cent ans. Les programmes d'ingérence visant à provoquer des situations de déstabilisation et des changements de l'ordre politique, économique et social de notre pays doivent cesser. La politique de « changement de régime » doit être définitivement éliminée.

De même, il s'impose de renoncer à la prétention de fabriquer une opposition politique interne, financée avec l'argent des contribuables étasuniens. Il faudra mettre un terme aux agressions radiophoniques et télévisuelles contre Cuba, qui constituent une violation flagrante du Droit international, ainsi qu'à l'utilisation illégitime des télécommunications à des fins politiques, et reconnaître que leur but ne doit pas être d'exercer une influence déterminée sur la société cubaine mais de mettre les technologies au service du développement et du savoir.

Le traitement migratoire préférentiel accordé à nos citoyens en vertu de la *Loi d'ajustement cubain* et de la politique dite « des pieds-secs-pieds mouillés » provoque des pertes de vies humaines et encourage l'émigration illégale et le trafic de personnes, tout en créant des problèmes aux pays tiers. Cette situation doit être modifiée, et il s'impose en outre de supprimer le Cuban Medical Professional Parole destiné aux professionnels cubains de la médecine, qui prive le pays de ressources vitales pour la santé et nuit aux programmes de coopération médicale dans les pays nécessiteux. Par ailleurs, il faut changer la politique qui impose comme condition aux sportifs cubains de couper les liens avec leur pays pour pouvoir jouer dans les ligues professionnelles des États-Unis.

Ces politiques du passé sont incompatibles avec la nouvelle étape que le gouvernement des États-Unis a commencée avec notre pays. Toutes ces politiques datent d'avant l'administration du président Obama, mais il pourrait en modifier certaines en usant de ses prérogatives présidentielles, et en supprimer d'autres totalement.

Cuba est engagée dans la construction d'une nouvelle relation avec les États-Unis dans le plein exercice de sa souveraineté, et engagée en faveur de ses idéaux de justice sociale et de solidarité. Personne ne peut prétendre que, pour ce faire, notre pays doive céder un seul pouce de son indépendance, ni renoncer à ce qui est inscrit dans notre Constitution : « Les relations économiques, diplomatiques avec tout autre État ne pourront jamais être négociées sous l'agression, la menace ou la coercition d'une puissance étrangère ».

Il ne saurait y avoir non plus le moindre doute au sujet de l'attachement inconditionnel de Cuba à ses idéaux révolutionnaires et anti-impérialistes, ni à sa politique extérieure engagée envers les causes justes du monde, la défense de l'autodétermination des peuples et notre traditionnel

soutien aux peuples frères.

Comme l'a souligné la plus récente Déclaration du gouvernement révolutionnaire, notre solidarité est et restera la plus totale avec la République bolivarienne du Venezuela, le gouvernement conduit par le président Nicolas Maduro et le peuple bolivarien et chaviste qui lutte pour suivre son propre chemin et affronte des tentatives systématiques de déstabilisation et des sanctions unilatérales fixées dans l'Ordre exécutif infondé et injuste de mars 2015, qui a été condamné par l'Amérique latine et la Caraïbe. La notification émise le 3 mars prorogeant le dénommé « état d'urgence national » et les sanctions constitue une ingérence directe et inacceptable dans les affaires intérieures du Venezuela, et une violation de sa souveraineté. Cet Ordre doit être abrogé, telle sera la position permanente et ferme de Cuba.

Et comme l'a signalé le général d'armée Raul Castro, « nous ne renoncerons pas à nos idéaux d'indépendance et de justice sociale, nous ne renierons pas un seul de nos principes, et nous ne céderons pas d'un iota dans la défense de notre souveraineté nationale. Nous n'admettrons pas de pressions dans nos affaires intérieures. Nous avons gagné ce droit au prix des plus grands sacrifices et des pires risques ».

Nous sommes arrivés jusqu'ici, nous le rappelons une fois de plus, grâce à la défense de nos convictions et au nom de la raison et de la justice.



Cuba ratifie sa volonté d'avancer dans ses relations avec les États-Unis sur la base de l'observance des principes et des objectifs de la Charte des Nations unies et des principes de la Déclaration de l'Amérique latine et de la Caraïbe comme Zone de Paix, signée par les chefs d'État et de gouvernement de la région, qui incluent le respect absolu de son indépendance et de sa souveraineté, du droit inaliénable de tout État à choisir son système politique, économique, social et culturel, sans ingérence d'aucune sorte ;

l'égalité et la réciprocité.

Cuba réitère une fois de plus sa pleine disposition à poursuivre un dialogue respectueux avec le gouvernement des États-Unis et à développer des relations de coexistence civilisée. Coexister ne veut pas dire avoir à renoncer aux idées dans lesquelles nous croyons et qui nous ont conduits jusqu'ici, à notre socialisme, à notre histoire, à notre culture.

Les profondes différences de conceptions entre notre pays et les États-Unis sur les modèles politiques, la démocratie, l'exercice des droits de l'Homme, la justice sociale, les relations internationales, la paix et la stabilité mondiale, entre autres, persisteront.

Cuba défend l'indivisibilité, l'interdépendance et l'universalité des droits humains civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. Nous sommes convaincus qu'il est de l'obligation des gouvernements de défendre et de garantir le droit à la santé, à l'éducation, à la sécurité sociale, au salaire égal pour un travail de valeur égale, le droit des enfants, ainsi que le droit à l'alimentation et au développement. Nous rejetons la manipulation politique et le double standard en matière de droits de l'Homme, qui doivent cesser. Cuba, qui a adhéré à 44 instruments internationaux en la matière, alors que les États-Unis n'en ont signé que 18, a beaucoup de choses à dire, à défendre et à montrer.

Ce dont il s'agit dans nos liens avec les États-Unis, c'est de faire en sorte que nos deux pays respectent leurs différences et construisent une relation mutuellement avantageuse pour nos deux peuples.

Indépendamment des progrès qui peuvent être faits dans les relations avec les États-Unis, le peuple cubain continuera d'aller de l'avant. Avec nos propres efforts et notre capacité et notre créativité qui ne sont plus à prouver, nous continuerons d'oeuvrer en faveur du bien-être des Cubains. Nous n'aurons ce cesse d'exiger la levée du blocus qui nous a causé et continue de nous causer tant de mal. Nous persisterons dans nos efforts pour mener de l'avant le processus de mise à jour du modèle économique et social que nous avons choisi, ainsi que notre projet de construction d'un socialisme prospère et durable, afin de consolider les acquis de la Révolution. Un chemin que nous avons souverainement choisi et qui sera, à n'en pas douter, ratifié par le 7e Congrès du Parti communiste, avec Fidel et Raul dans la victoire.

Telle est la Cuba qui souhaitera la bienvenue au président Obama.

Notes

1. Major général, chef de l'État-major de l'Armée de libération (1869).
2. Commandant. Mort au combat à Guaimaro, le 28 octobre 1896.
3. Colonel, artilleur. Il combattit sous les ordres du général Calixto Garcia.
4. Personnage qui en 1886 attisa la haine et l'agression contre le Mexique.

(Granma International, 9 mars 2016. Photos: Granma, LML)



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca